

gouvernements qui se sont succédé, tant les gouvernements libéraux que conservateurs.

Le gouvernement actuel a été libéral avec le chômage. Celui-ci s'est répandu comme un cancer parmi les Canadiens qui, en 1968, n'auraient jamais pu prévoir ni imaginé une situation pareille en 1972. Le gouvernement est même allé jusqu'à créer son propre chômage au moyen de politiques néfastes qui devaient juguler l'inflation. De cette façon, nous avons réussi à obtenir le pire des deux mondes.

Le gouvernement a été libéral en semant le grain qui a détruit l'initiative et favorisé l'assistance sociale. Maintenant, si on trouve un emploi, il faut calculer si on y perd en l'acceptant. Le gouvernement a fait de son mieux pour miner la force et l'optimisme du milieu des affaires. Sa nouvelle mesure dite de réforme fiscale a fait prendre la fuite aux capitaux. Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a conservé dans les coulisses une loi sur la concurrence qui ferait les délices d'un dictateur totalitaire. Aucun homme d'affaires sain d'esprit ne pourrait envisager de lancer d'autres entreprises, de faire de nouveaux investissements sous la menace d'un bill comme celui qui a trait à la concurrence.

Le gouvernement a fait preuve d'un esprit extrêmement libéral dans sa dépréciation de nos institutions parlementaires, de notre Souveraine et de tout ce que nos traditions comportent de britannique. Il a fabriqué une nouvelle couche de tracasseries bureaucratiques et de ce fait les Trudeaucrates atteignent un chiffre près de 300 et le contribuable paie au moins 3 millions de dollars de plus par an. Il s'est efforcé de museler le Parlement, l'Auditeur général et tous les autres qui pourraient lui barrer la route.

Il s'est montré libéral, prodigue d'injures. C'est là que le premier ministre a vraiment donné l'exemple. Il a commencé par la presse du pays; mais il n'a pas tardé à faire voir aux Canadiens de toutes les couches sociales qu'il ne pratiquerait aucune discrimination. Il a invectivé la jeunesse, les travailleurs, le monde des affaires, les députés et maintenant, pour comble, le premier ministre de la Colombie-Britannique. Bien sûr, le premier ministre Bennett devrait se sentir flatté, car le premier ministre lui a permis, à présent, de faire partie d'un club exclusif aux côtés des premiers ministres du Manitoba et de l'Ontario. Oui, le gouvernement Trudeau a été très libéral, mais dans des domaines où personne ne souhaitait, ni ne désirait le libéralisme.

La semaine dernière, à la Chambre, le premier ministre s'est fait un malin plaisir de lancer des insultes à l'adresse du chef de mon parti. Il lui a reproché, en particulier, son grand pessimisme. Qui donc, à force de voir à l'œuvre pendant quatre ans ce premier ministre et son gouvernement, ne serait pas en proie à l'abattement en songeant à leurs initiatives à venir? J'ai noté que le chef du NPD (M. Lewis) a eu droit à la même ration de venin. Peut-être cette ration n'était-elle pas tout aussi forte, mais elle était directement proportionnée à l'ampleur de la menace que ce parti constitue pour le gouvernement dans les prochaines élections.

Je me permets de dire au premier ministre que si le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) est en proie au pessimisme et à la mélancolie, c'est parce qu'il sait qu'il va s'écouler encore quelque temps avant les élections générales et que les Canadiens vont devoir continuer à souffrir d'ici là des initiatives d'un gouvernement incompetent qui tente de diriger le pays. Tout ne sera que bonheur et prospérité à partir du jour où on comptera les bulletins de

[M. Coates.]

vote, car le peuple du Canada aura de nouveau un gouvernement doté d'un cœur et d'une âme. Le Canada aura un gouvernement doté d'un programme et d'une orientation véritables, un gouvernement sensible au sort de ses administrés.

**M. Osler:** Vous avez raison.

**M. Coates:** Mon vis-à-vis dit que j'ai raison. Je suis sûr d'avoir raison, car le parti au pouvoir sera le parti progressiste-conservateur.

**M. Osler:** Là, vous avez tort. Ne pariez pas là-dessus.

**M. Coates:** Monsieur l'Orateur, je ne dirai pas au député de ne pas parier; j'espère qu'il pariera gros, car, non seulement il ne reviendra pas pour toucher son indemnité, mais il devra aussi payer ce qu'il aura parié.

**M. Osler:** Le député veut-il parier? Si oui, sera-t-il aussi prodigue en argent qu'en paroles?

**M. Coates:** Le député est très fortuné, et je serais prêt à parier avec lui à la première occasion.

**M. Osler:** Dans ma région, les gens ont du bon sens.

**M. Coates:** Et bien, ils ne l'ont pas montré en 1968.

Il n'y avait pas de pessimisme en Nouvelle-Écosse lorsque le chef de l'opposition était premier ministre de cette province. Chaque année de son règne était meilleure que la précédente pour les habitants de la province. Elle était dirigée par un chef éclairé, et pendant la plupart de ces années, il y avait un chef éclairé à Ottawa également. Le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) était alors à la tête du gouvernement fédéral. Ce gouvernement ayant élaboré des politiques et non pas de pieuses platitudes, nos gens ont pu bénéficier d'une vie meilleure.

**Une voix:** De plus de chômage.

**M. Coates:** Comparez cette association à l'axe Trudeau-Regan qui a donné lieu à une perception illégale d'impôts, un déficit de plusieurs millions de dollars, et à plus de misères et de souffrances que n'avait connues la Nouvelle-Écosse depuis bien des décennies.

Examinons maintenant l'attitude du chef de l'opposition officielle qui sera le premier ministre du Canada à l'issue des prochaines élections. Pesons les mots qu'il a prononcés afin d'entrevoir quelle sorte de Canada il envisage. Je vais donner lecture de quelques paroles qu'a récemment prononcées mon chef à Hamilton, en Ontario. Je laisserai aux honorables députés le soin de les comparer à l'insensibilité froide et calculée du premier ministre (M. Trudeau). Voici comment mon chef a décrit le Canada, en prenant la parole à Hamilton:

• (1630)

Laissez-moi vous parler du Canada où je voudrais vivre, dont je voudrais que mes enfants, et après eux, leurs enfants, héritent.

Ce serait un pays où les contingences de la naissance ne marqueraient pas l'enfant pour la vie, où le phénomène de la vie serait sacré et célébré.

Ce serait un pays où chaque enfant apporterait avec lui dans le monde le droit d'être accepté et aimé; le droit de grandir suivant son propre rythme; le droit et la possibilité de satisfaire sa curiosité sur les choses qui l'entourent, le droit de vivre dans toute la mesure de sa capacité de comprendre et d'apprendre.

Ce serait un pays où la liberté de pensée et de mouvement, d'expression et de décision serait à la portée de tous ses citoyens.

Ce serait un pays dont les habitants seraient gouvernés avec douceur et sérieux par des hommes et des femmes vraiment